

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948
1947**

395 (11.1.1947)

SAMSTAG
11.
JANUAR
1947
3. Jahrgang
No 395
30 Pfennig

DEUTSCHE AUSGABE

Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION
REDAKTION
ADMINISTRATION
Marktplatz 4
KONSTANZ
ANZEIGEN:
Apffelstr. 1
Marktplatz 4
KONSTANZ
und
Neubühlweg

Das öffentliche Wohl

Von Gaston TESSIER
Generalsekretär CFTC

Wir haben letzte Tage einen Aufsatz von Robert Beffert, dem Sekretär der C.F.T.C., gelesen. Während diese letztere Organisation hauptsächlich ist, ist die C.F.T.C. die christliche Gewerkschaft. Unsere Leser werden also auf diese Weise Gelegenheit erhalten, von den Bestrebungen der beiden großen französischen Arbeiterorganisationen Kenntnis zu erlangen. Die Lage Frankreichs ist eine ernste.

Die Redaktion.

SOFORTIGE Senkung aller Preise am 2/1 zu Anfang 1947; neue 2/10 Senkung 1 Monat später; so kann man das Experiment Léon Blum zusammenfassen, das ein Element möglicher Rettung für ein großes, noch in der Gesamtheit bedrücktes Land ist, wie das Frankreich nach der Befreiung.

Das Unternehmen scheint durch Kühnheit und Einfachheit des Planes gekennzeichnet, durch die Kraft und die Schönheit der Ausführung, die Ziele einer einheitlich sehr festen und sicher demokratischen Regierungsautorität bezogen, deren Ausföhrung sofort die einträgliche und vertrauensvolle Zustimmung der öffentlichen Meinung erhalten hat.

Bleibt wirklich zwischen den Löhnen und den Preisen dieser heftige Wettlauf, den Wirtschaftswissenschaftler aufgereizt haben, die vielleicht ihrer selbst zu sicher waren oder zu leicht sich resignierten? Daß die Löhne auf den Herstellungskosten drücken, ist nicht zu bezweifeln; daß die Verteilung der verschiedenen Arbeitskräfte für die Kosten einer großen Zahl von Produkten ein wichtiges Element ist, wäre klüßlich, zu leugnen. Trotzdem aber kommen noch andre Faktoren in Betracht, deren Einfluß man nicht unterschätzen muß.

In der Hauptsache ist es die Möglichkeit, ja sogar der Zwang für die öffentlichen Gewalten, gegen die sich die Verherberbestimmung der Wirtschaftskräfte zu reagieren. Das Gesetz von Angebot und Nachfrage ist nicht blossrechtlich; Seltenheit oder Überfluß an Waren wirken sich auf den Kurs aus, sei es im Sinn einer Haube, sei es in dem einer Blaise. Nichtsdestoweniger ist dieses Phänomen von absoluter Zwangsmäßigkeit; ohne daß man bei ausgesprochen kollektivistischen Formen Hilfe suchen müßte, kann eine energische Aktion die Konjunktur verändern oder sogar umstürzen.

Die Umstände der Kriegszeit haben überall in der Welt eine Lenkung der Preise und Löhne erzwungen, deren Ähnlichkeit nicht immer begehrt war, aber die von einem fast allgemeinen Hungerzustand notwendigerweise über die Zeit der Feindschaften hinaus verlängert worden ist.

In Frankreich hat die Wirtschaftskonferenz von Juli 1945 behauptet, die Krise beschwören zu können, oder mindestens die größten Schwierigkeiten zu heilen, indem sie eine allgemeine Erhöhung von 25% auf die Preise der verschiedenen Güterverteilungen bestimmte, aber in der Hoffnung, daß die Preise auf eine Art blockiert würden, die eine unerwartete Erhöhung der Lebenskosten vermeiden würde. Ach, es war eine Illusion, die die Ereignisse nicht versäumt haben, in grünerer Weise zu zerstören.

Depuis deux jours PARIS EST SANS JOURNAUX

LE conflit de la presse se poursuit. Vendredi, les Parisiens ont connu leur deuxième journée sans quotidiens et ont dû se mettre à l'écoute de la radio nationale qui a multiplié à leur intention ses émissions du journal parlé.

Aucun fait nouveau n'est jusqu'à présent survenu qui puisse faire prévoir une fin rapide du conflit. Les deux parties ont publié des communiqués, tenu des réunions et sont demeurées sur leurs positions.

Pour le comité interpresse qui groupe les représentants des diverses sections professionnelles des ouvriers des journaux adhérents à la Fédération du Livre: «Les ouvriers ne sont pas grévistes et peuvent effectuer tous les travaux qui leur seraient demandés dans les conditions en vigueur au moment du lock-out».

Ce même organisme a demandé à tous les syndicats touchés par le lock-out «d'occuper les locaux des imprimeries, de jour comme de nuit».

LA POSITION DES JOURNALISTES

Le syndicat national des journalistes, le syndicat national des cadres de la presse et la section fédérale des employés de la presse ont adressé de leur côté au président de la Fédération de la presse française, une lettre commune dans laquelle il est demandé «quelles sont les intentions de la Fédération patronale à l'égard des salariés directs des journaux (cadres, em-

APRES TROIS SEMAINES D'ISOLEMENT Hanoi est dégagée

HANOI — Après trois semaines d'isolement, Hanoi se trouve aujourd'hui virtuellement dégagée.

Des unités d'infanterie, parties de la capitale, sont entrées en contact avec des troupes venant de Haiphong. Cette jonction consacre le succès français tout au long de la route Hanoi-Haiphong.

C'est une victoire d'autant plus précieuse que la sécurité des communications va permettre d'améliorer la situation alimentaire, devenue critique à Hanoi, où la population civile a été sévèrement rationnée en pain et en riz, tandis que la viande et les légumes devenaient introuvables.

A Nam-Dinh, la garnison française a délivré 15 civils, assiégés depuis le 19 décembre dans l'immeuble de la banque d'Indochine.

Il s'agit du directeur de l'agence, du caissier et de leurs familles auxquels s'étaient jointes quelques personnes habitant les environs. Depuis plus de 30 jours, les assiégés avaient subi de violentes assauts vietnamiens, qui à plusieurs reprises, avaient failli aboutir. Néanmoins, leur résistance acharnée leur avait permis de repousser toutes ces attaques, et c'est à bout de force, qu'ils avaient pointé à la charge, sur le toit du bâtiment, un S.O.S. aperçu par l'aviation le 6 janvier.

Une opération combinée des troupes de terre, de l'air et de



Das neue vietnamesische Regiment 221. 2. 1. — 1. bis 2. und 3. Bataillon, das am 2. 1. 47 in Hanoi eintraf.

Huit délégués assisteront M. Couve de Murville à la conférence de Londres

PARIS — Le ministre des Affaires étrangères a publié la liste des délégués français qui assisteront M. Couve de Murville comme suppléants à la conférence de Londres.

Ce sont MM. Jacques Canille-Paris, ministre-potentialaire, chargé des fonctions de conseiller à Londres, De Courcel, conseiller d'ambassade, Pierre de Lussac, conseil général de France, le professeur André Goss, François Valéry, auditeur à la cour des comptes et Robert Gilley, secrétaire d'ambassade, comme experts militaires, le général Perruche, comme secrétaire général de la délégation, et M. Etienne Fort des Roziars, secrétaire d'ambassade.

UN COMMUNIQUE DE LA S.N.E.P.

La Société Nationale des Entrepreneurs de Presse (S.N.E.P.) a par ailleurs publié un communiqué annonçant que: «se trouvant dans l'impossibilité d'assurer l'impression des journaux parisiens, elle a dû fermer ses imprimeries».

Elle rappelle que le conflit est né des revendications des rotativistes réclamant l'attribution d'une prime de 100 fr. par jour, qui compromettrait l'existence des journaux.

Bien qu'elle fut hors de cause, la S.N.E.P. s'est appliquée à apaiser un conflit préjudiciable tant aux journaux, aux imprimeurs de presse, aux ouvriers du livre, qu'au public lui-même. Malheureusement ces efforts de médiation n'ont pu aboutir et la presse parisienne a décidé, en présence de la volonté des rotativistes de maintenir leurs revendications et de continuer leur mouvement, de suspendre l'impression de ses journaux.

Les partis et l'élection du chef de l'Etat

L'UNION générale des fonctionnaires a décidé de saisir les partis politiques de son conflit avec le gouvernement. Ainsi, porté du plan professionnel sur le plan parlementaire, le différend a maintenant peu de chance d'être réglé par l'actuel ministère.

Le refus d'accepter les taux d'acompte provisionnel proposés par le chef du gouvernement, agissant en quelque sorte en tant qu'arbitre, montre d'ailleurs suffisamment l'opposition des thèses en présence et ferait craindre l'avènement d'une situation sérieuse, s'il était la perspective de la rentrée du Parlement et de la constitution d'un nouveau gouvernement.

C'est donc vers la formation du futur ministère, tout autant que vers l'élection du président de la République que se tourne l'attention des observateurs qui tendent chaque jour davantage à admettre que les principaux groupes parlementaires finiront par s'entendre au sujet des diverses présidences et, en premier lieu pour la présidence de la République.

Faute d'accords, en effet, le chef de l'Etat risque d'être élu

LE GENERAL MARSHALL s'arrêtera-t-il à Londres

WASHINGTON — Après la confirmation par le Sénat du général Marshall dans ses nouvelles fonctions, M. Arthur Vandenberg, président, a cru bon de déclarer que des «mesures rapides» provoqueraient au monde que le renouvellement du département des Affaires étrangères ne modifiera en rien la politique des Etats-Unis: «Celle-ci, a-t-il affirmé, est au-dessus des partis».

Cependant la confiance générale accordée au général Marshall n'implique pas que le Sénat lui donne entièrement carte blanche: le général devra venir préciser ses intentions devant le comité du Congrès, avant son départ pour Moscou.

Il se pourrait également, selon le journal «Star», qu'il vienne à Londres, avant de se rendre à Paris pour la signature des traités, en vue de prendre contact avec M. Bevin.

M. BIDAULT DEPLORE LE DEPART DE M. BYRNES

Interviewé par l'agence Internews, M. Georges Bidault, ancien président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, a déclaré:

«Je regrette profondément le départ de M. Byrnes. Nous n'étions pas toujours d'accord, bien sûr, particulièrement sur les questions d'Allemagne, mais il avait toujours soin d'éviter de blesser les sentiments français. Je suis navré d'apprendre que c'est à sa mauvaise santé qu'est due sa démission. Ici à Paris — il était devenu presque Parisien — il avait toujours gardé une allure juvénile et vive. Bien que sa vie n'eût pas été consacrée à la politique extérieure, M. Byrnes, en un court espace de temps, devint une figure dominante en matière d'affaires internationales.»

Le général Montgomery EST SATISFAIT DE SON VOYAGE A MOSCOU

MOSCOU — Le maréchal Montgomery a visité jeudi l'école supérieure de guerre soviétique de Moscou.

Le général Catroux lui a offert ensuite un déjeuner à l'ambassade française. Le maréchal Koniev, et les ambassadeurs britannique et américain, ainsi que le général Guillaume, attaché militaire français, assistaient également à cette réception.

Une réception analogue a été donnée le soir à l'ambassade britannique.

Le maréchal Montgomery a annoncé qu'il avait invité le maréchal soviétique, chef de l'état-major général britannique, à se rendre à son tour en Grande-Bretagne. Le maréchal Vassilovski a accepté. On suppose qu'il se rendra à Londres au mois de mai prochain.

Il n'est pas impossible, estime-t-on dans les cercles politiques étrangers de Moscou, qu'à la suite de cette invitation, une invitation similaire soit transmise au maréchal soviétique par le général Eisenhower. Les Etats-Unis désireraient depuis longtemps recevoir la visite des principaux chefs militaires russes.

Le maréchal Montgomery est très satisfait de son voyage. Il rega-

Graves incidents A BOMBAY

On mande de Bombay à l'agence Reuter:

107 personnes ont été blessées au cours d'incidents qui viennent de se dérouler à Bombay. Le nombre des victimes est le plus élevé qui ait été enregistré dans cette ville depuis plusieurs semaines. Par ailleurs, 23 personnes ont été blessées, dont 3 mortellement, au cours de l'enterrement d'un Hindou poignardé pendant les premières élections.

Deutsche Inhaltsübersicht

- Seite 1: Das öffentliche Wohl (Schluß Seite 2)
- Seite 2: Frankreichs Presse schreibt
- Seite 3: Das Ausland schreibt
- Seite 4: Der Vatikan
Sowjetische Kirchenpolitik
Nachrichten aus dem Ausland
Maurice Renard: Oracles
Hände
- Seite 5: Nachrichten aus Deutschland
Charles Baudelaires: Aufschwung
Der Film der Woche
Programme

Frankreichs Presse schreibt:

DER KAMPF UM DIE SENKUNG

Wir setzen unsere Pressemitteilung nach den zusammenfassenden Mitteilungen der Pariser Zeitungen, die sich immer nicht wieder erschließen, fort. Die verschiedenen Leitartikel beschäftigen sich mit den Maßnahmen, die die Regierung im Auge hat, um die Preisentwicklung nach gründlicher zu machen. Der „Parisien libéré“ kommentiert die neuen Maßnahmen des Finanzministers Philipp wie folgt:

„Diese Maßnahmen zeigen an, daß die Regierung versucht, alle Triebkräfte auf ihre Seite zu haben. Sie klopft an alle Türen und verschließt nicht, was die Senkung beschleunigen könnte, je ihre Bedeutung wachsen möchte. Wir wollen sehr weit gehen, sagt gestern Abend der Finanzminister, die öffentliche Meinung begleitet ihn auf diesem Weg.“

KASSANDBA

Francine Mauriac schreibt im „Figaro“ über die ersten Anzeichen der Tendenz des Landes an der Preisentwicklung:

„Aber wenn in uns immer eine Kassandra lebt, der nur durch wir uns weigern und die in diesem Augenblick prophesiert, ein ungünstliches Ereignis wird kommen und alles kompromittieren.“ Oder vielmehr nein, es handelt sich um keine Prophezeiung, aber um eine Erinnerung. Die die Zukunft kennen, sind die, die sich der Vergangenheit widersetzen. Fast, jedenfalls, wenn wir einen Traum in der Hand halten, ist das Schicksal gekommen, um uns zu ersticken. Es ist nicht notwendig, daß es Strafen gibt, aber die Strafe ihres Ausbruchs erscheint uns. Alles geht so vor sich, als ob es jemandem oder einigen gebe, die Interessen daran haben, daß dieses Land nicht sein normales Leben wiedergewinnt, als ob alles mit dem Glück der Franzosen zu verfahren sei und alles im Gegenteil von ihrem Leben zu erwarten.“

ALLE IN EIN HALLES

Georges Cognat rät in der „Humanité“ alle Arbeiter auf, am Samstag in den Hallen gegen die „Verschwendung der Ausgaben“ zu manifestieren:

„In den Hallen befindet sich in der Tat das Zentrum der Verschwendung gegen die Preisentwicklung. Es sind die Mandatäre der Hallen, die mit allen Kräften das Angebot verweigern, um einen Vorwand zu haben, ihre Preise zu erhöhen und die inflationistische Senkung zu vermeiden. Einige Eliten verschleudern sich gegen das Volk von Paris. Es ist notwendig, ihren Klatsch; ein Ende zu setzen, ihre Vorhänge auf dem Markt zu werfen, den Preis zu senken. Man muß Schlüsselfragen mit dem Mandatär der Mandatäre der Hallen.“

DAS PRODUKTIONSPROBLEM

Jean Piel kommt in der „Aurore“ auf die Frage der Arbeitskraft zu sprechen:

„Was gefährlich ist, ist nicht ein Arbeiter, der täglich 800-1000 Fr verdient, sondern daß dort 8 Leute notwendig sind, um noch 1000 zu 5 oder 4 herabzuwürdigen. Das Problem, das sich in gegenwärtiger Konflikt stellt, ist nicht nur ein Problem des Lohnstandards, sondern auch das der französischen Produktion, von der Größe bis zur Leistung, wobei wir am Konflikt überkommen — und übrigens hängt dies von anders ab.“

DER MISCHAL DER MENSCHEN

„Liberté“ betont in seinem Leitartikel:

„Das Geld kann heute, wie man sieht, nicht die wirklichen Güter ersetzen; es ist die Mühsal der Menschen, die zählt. Ohne Zweifel wird der Tag kommen, wo jeder Bankrott verfügbare Produkte sind. Jeder wird von dann an seine verfügbare Kaufkraft aufsparen, statt daß er in seiner Verzehrer Reserven aufhört. Man wird nicht mehr ein Vertrauen betonen, das Vertrauen wird sich auflösen. Wir sind noch nicht da. Um unsere Unabhängigkeit weit von dem bedrückenden System, dem wir der Mangel unterwirft, zurückzugewinnen, um das Ende zu belegen, gibt es nur ein Mittel, und alle Welt kennt es, ein Wort lateinisch: *produzione*.“

IM FALL

DER MINISTERIALDIPLOMATIE
Jacques Desrois vertritt in der „Révolution“ die Wirtschaftsfragen, um die der zukünftige Regierung zu unterwerfen:

„Sollte die Ministerialdiplomatie spielen, so ist die Koalitionsoption die, die am besten der Natur der Dinge entspricht. In der Tat ist es absurd, daß eine Ministerialdiplomatie alle Macht hat. Dann würde die Frage sein, ob in dem gegenwärtigen Zustand eine zusammenhängende Mehrheit gefunden werden könnte, umgerechnet es nur die Ministerien der nationalen Union geben könnte.“

DIE ENTLASSUNG BYRNES

Die Entlassung Byrnes ist in der „Dépêche de Paris“ das der höhere Grad der Befreiung von Byrnes gefühlsvoll nicht, und es sagt klar:

„Alles, was man abschließend sagen kann, ist, daß die Genesung eine wesentliche Rolle in der Diplomatie gespielt hat. Genesung ist: In den die Politik Marshall von Weiden Haus gelangt, wird sie, auch nach dem Zeugnis der das in am meisten autorität, die von Byrnes fortsetzen. Darauf kommt es uns an, mitteilen.“

LA BATAILLE POUR LA BAISSSE DES PRIX

„Notre politique est de renverser la tendance des prix“ déclare à la presse M. ANDRÉ PHILIP

PARIS. — Après avoir reçu les représentants du Conseil national du crédit, M. André Philip a tenu jeudi une conférence de presse au cours de laquelle il a souligné l'importance des mesures prises, mercredi par le conseil des ministres et de celle concernant l'ensemble du plan monétaire, prises par le Conseil national du crédit.

Les premières tendent à la mise en ordre du budget et à l'assainissement des marchés, les secondes au dégonflement des stocks.

Continuant son exposé, le ministre de l'Economie nationale et des Finances a indiqué que les avances de la Banque de France, à la date de mercredi, ont été ramenées de 72 milliards 600 millions à 64 milliards 500 millions, comptant presque entièrement le déficit de la Trésorerie, particulièrement lourd en fin d'année.

Le ministre a répondu ensuite aux nombreuses questions qui lui ont été posées.

Il a confirmé qu'à partir de la fin de l'année prochaine toutes les entreprises nationalisées établiront leur bilan suivant des formules communes; ce qui facilitera leur comparaison. Un projet de loi fixera la responsabilité des administrateurs de ces entreprises.

Au sujet du taux d'escompte, M. André Philip a affirmé que son relèvement aura pour corollaire le relèvement du taux de l'intérêt des bons du Trésor.

Puis il a confirmé que les mesures prises à la date du 31 décembre dernier seront prises pour base pour l'application de la baisse de 5 % au prix libre.

A propos de l'approvisionnement des magasins-étalons, le ministre a indiqué que, depuis juin, il y a restriction des biens mis à la disposition de la consommation, alors que la production augmente. Aussi, ajoute-t-il, « notre politique n'est pas tant d'intensifier la production, tributaire des importations et des fournitures de charbon, que de renverser la tendance des prix et de provoquer le

dégonflement des stocks ».

Et le ministre de souligner qu'au cours des six mois prochains on pourra disposer d'un volume de biens de consommation supérieur à la production courante.

Il s'éleva, enfin, contre l'opinion communément exprimée, qu'il vaudrait mieux réserver à la consommation intérieure une grande partie de nos exportations.

Il souligne qu'au contraire il faudrait exporter plus qu'en 1948, car « même si nos exportations atteignent le double de l'an passé, le solde débiteur dans le balance des comptes sera encore de l'ordre de 600 millions de dollars ».

Avant de terminer sa conférence, M. André Philip a répondu à une dernière question en déclarant que l'éventualité d'un retour à la liberté du marché de l'or lui « paraissait pour le moins prématurée ».

De nouvelles recrues, de nouvelles mesures, de nouveaux prix en baisse et les mêmes revendications

On sent, avec l'accord de principe donné à la politique de baisse par certains groupements, l'importance de conditions qui — selon eux — sont indispensables à la réussite de l'opération. Car ils ne perdent pas de vue que la lutte pour la baisse des prix n'est qu'un aspect de la recherche du rétablissement du minimum vital.

Ainsi le patronat (C.N.P.F.) prônait hier l'équilibre du budget et le blocage des salaires, la C.F.T.C. demandait de freiner les exportations de produits indispensables à nos besoins, et aujourd'hui l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne — si elle recommande à ses adhérents d'intensifier la lutte contre la vie chère — rappelle la nécessité de soutenir les revendications des fonctionnaires, elle demande une indemnité compensatrice en raison de l'augmentation des transports, et ne perd pas de vue le salaire minimum vital.

Le Conseil national du Crédit a décidé d'assujettir les banques, pour toute ouverture de crédit supérieur à un chiffre fixe, à l'obligation d'obtenir au préalable, de l'entreprise intéressée, la remise de ses derniers bilans et comptes d'exploitation, une situation récente comportant l'évaluation approximative des stocks et d'un programme d'emploi des fonds justifiant que les besoins de trésorerie exposés ne peuvent être satisfaits par d'autres moyens, notamment par l'accélération des ventes.

La Banque de France a décidé d'assujettir les banques, pour toute ouverture de crédit supérieur à un chiffre fixe, à l'obligation d'obtenir au préalable, de l'entreprise intéressée, la remise de ses derniers bilans et comptes d'exploitation, une situation récente comportant l'évaluation approximative des stocks et d'un programme d'emploi des fonds justifiant que les besoins de trésorerie exposés ne peuvent être satisfaits par d'autres moyens, notamment par l'accélération des ventes.

Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

Les nouveaux prix des journaux
Le secrétariat d'Etat à la présidence communique les nouveaux prix des journaux et périodiques, conformément à l'avis de la Fédération de la presse:

Quotidiens: prix actuel maintenant jusqu'au 28 février et ramené à 3 fr. 50 à partir de cette date.

Périodiques: diminution de 5 % à partir du 15 janvier. Prix inférieur ou égal à 50 fr., arrondi au demi-franc le plus proche. Prix supérieur à 50 fr., 50, arrondi au franc supérieur et quand la fraction à arrondir est égale à un demi-franc ramener au franc inférieur.

Abonnements: la réduction est applicable aux abonnés nouveaux. Elle pourra être compensée par une augmentation proportionnelle de la validité de l'abonnement.

Les nouveaux prix des journaux
Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

Les nouveaux prix des journaux
Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

Les nouveaux prix des journaux
Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

Les nouveaux prix des journaux
Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

Les nouveaux prix des journaux
Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

Les nouveaux prix des journaux
Le vice-président du C.N.C. souligne, à ce sujet, qu'il ne s'agit que de procéder de cette façon entre une discrimination entre les crédits utiles et ceux qui pourraient faciliter la spéculation.

ENTRETIENS

Albert Gazier - Van Acker

BRUXELLES. — « Les entretiens que j'ai eus avec des personnalités belges, furent très intéressants et j'en rapporte des observations utiles sur le procédé de contrôle et les magasins témoin », a déclaré M. Albert Gazier à la presse.

Le secrétaire à la présidence du conseil a rencontré à Bruxelles, les anciens ministres MM. Van Acker et de Smaele ainsi que les ministres actuels MM. de Groote, Lalmand, Spaak et M. Busé, président du parti socialiste belge.

Il leur a indiqué qu'il était venu se renseigner sur les conditions dans lesquelles fut décidée l'expérience Van Acker et sur ses résultats, notant que la différence entre les deux expériences, c'est que nous nous trouvons en France dans une période de hausses beaucoup plus marquées.

Ce que l'on pouvait atteindre en Belgique par l'importation, a ajouté M. Albert Gazier, nous l'attendons en France de l'écoulement des stocks; et le ministre de noter pour terminer:

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

« A cet égard, la baisse pratiquée en deux étapes entraînera l'augmentation de l'offre et la diminution de la demande et contribuera à accélérer le mouvement.

La journée en France...

UNE CENTAINE DE BLESSES
TEL EST LE BILAN DU DERAILLEMENT
DE CALISSANE

MARSEILLE. — D'après les derniers renseignements recueillis sur l'accident de chemin de fer de Calissane, on déplore une centaine de blessés.

Les causes de l'accident sont dues en premier lieu à des bidons de chlore qui obstruèrent le voie et qu'un train de marchandises éventra. Quelques wagons dérailèrent et furent transportés à leur tour par le train Toulouse-Marseille, qui dévala.

Les secours furent difficiles par les limitations de gaz délétères, nécessitant l'intervention des pompiers de Marseille. Une vingtaine de voyageurs sur le train de blessés qui fut évacué, sont assez sérieusement atteints, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude. On ne signale aucune perte humaine.

UNE DELEGATION DE RESISTANCE
PRESENTS LES VŒUX
DES CHEMISTES RESISTANTS
A M. JEAN MEUNIER

PARIS. — Une délégation de « Résistance-Fer » à la tête de laquelle figuraient MM. Armand, directeur-adjoint de la S.N.C.F., Frémont, président de « Résistance-Fer », Lagrange, secrétaire général de la S.N.C.F., Decandier, secrétaire général de « Résistance-Fer », a été reçue par M. Jean Meunier, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux publics, auquel M. Armand a présenté les vœux des chemistes résistants.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

Le directeur général adjoint et le sous-secrétaire d'Etat ont émis les vœux que les années de clandestinité pendant lesquelles s'est exercé l'esprit de résistance des chemistes résistants, commencent à être oubliés, leur tâche de reconstruction avec un cœur et un courage dignes d'admiration.

LA FEDERATION POSTALE
RECLAME L'APPLICATION
DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

PARIS. — Au cours de sa dernière réunion, tenue le 9 janvier à Paris, la Fédération postale a affirmé à nouveau son plein accord avec la C.G.T. en ce qui concerne la fixation du salaire minimum vital.

Elle a également réclamé l'application rapide du statut des fonctionnaires.

Enfin, la commission exécutive de la Fédération a décidé de continuer à mener l'action commune, avec l'Union générale des fonctionnaires auprès des partis politiques.

LA FEDERATION POSTALE
RECLAME L'APPLICATION
DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

PARIS. — Au cours de sa dernière réunion, tenue le 9 janvier à Paris, la Fédération postale a affirmé à nouveau son plein accord avec la C.G.T. en ce qui concerne la fixation du salaire minimum vital.

Elle a également réclamé l'application rapide du statut des fonctionnaires.

Enfin, la commission exécutive de la Fédération a décidé de continuer à mener l'action commune, avec l'Union générale des fonctionnaires auprès des partis politiques.

LA FEDERATION POSTALE
RECLAME L'APPLICATION
DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

PARIS. — Au cours de sa dernière réunion, tenue le 9 janvier à Paris, la Fédération postale a affirmé à nouveau son plein accord avec la C.G.T. en ce qui concerne la fixation du salaire minimum vital.

Elle a également réclamé l'application rapide du statut des fonctionnaires.

Enfin, la commission exécutive de la Fédération a décidé de continuer à mener l'action commune, avec l'Union générale des fonctionnaires auprès des partis politiques.

LA FEDERATION POSTALE
RECLAME L'APPLICATION
DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

PARIS. — Au cours de sa dernière réunion, tenue le 9 janvier à Paris, la Fédération postale a affirmé à nouveau son plein accord avec la C.G.T. en ce qui concerne la fixation du salaire minimum vital.

Elle a également réclamé l'application rapide du statut des fonctionnaires.

Enfin, la commission exécutive de la Fédération a décidé de continuer à mener l'action commune, avec l'Union générale des fonctionnaires auprès des partis politiques.

LA FEDERATION POSTALE
RECLAME L'APPLICATION
DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

PARIS. — Au cours de sa dernière réunion, tenue le 9 janvier à Paris, la Fédération postale a affirmé à nouveau son plein accord avec la C.G.T. en ce qui concerne la fixation du salaire minimum vital.

Elle a également réclamé l'application rapide du statut des fonctionnaires.

Enfin, la commission exécutive de la Fédération a décidé de continuer à mener l'action commune, avec l'Union générale des fonctionnaires auprès des partis politiques.

LA FEDERATION POSTALE
RECLAME L'APPLICATION
DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

PARIS. — Au cours de sa dernière réunion, tenue le 9 janvier à Paris, la Fédération postale a affirmé à nouveau son plein accord avec la C.G.T. en ce qui concerne la fixation du salaire minimum vital.

Elle a également réclamé l'application rapide du statut des fonctionnaires.

Enfin, la commission exécutive de la Fédération a décidé de continuer à mener l'action commune, avec l'Union générale des fonctionnaires auprès des partis politiques.

LE CONFLIT DES FONCTIONNAIRES sera porté devant le Parlement

PARIS. — M. Blum a reçu dans la soirée de jeudi les représentants de l'Union générale des fonctionnaires.

Le président a fait connaître aux organisations syndicales les bases limitées sur lesquelles le gouvernement est décidé à aller au maximum les fonctionnaires.

Il s'agissait de leur accorder un acompte provisionnel, tout en évitant de compromettre la politique de baisse.

A l'issue de l'entretien, les délégués se sont rendus au siège de l'U.G.F.F. pour examiner les propositions du président.

Or, la question est réglée depuis plusieurs jours, ce complice du fait

que l'U.G.F.F. refuse d'accepter les bases arrêtées par le gouvernement, rejette la conception du traitement régional qui est implicitement incluse dans la détermination de trois zones d'attribution d'acompte, et pense que le problème financier peut être résolu selon les mesures fiscales qu'elle a préconisées.

L'U.G.F.F. communique sa décision de saisir les partis politiques et de porter la question devant le Parlement.

Elle veut encore, précise-t-elle, faire aboutir, par tous les moyens en son pouvoir, les revendications des fonctionnaires, et faire reconnaître les droits consacrés par le statut de la fonction publique.

DAS ÖFFENTLICHE WOHL

(Fortsetzung von Seite 1)

es ein nicht herabzudrückendes Element des Herstellungspreises. Jedoch scheint ein solches Resultat nicht erreichbar zu sein...

Am Abend des 31. Dezember, ohne die Regierung ihren Entschluß gefaßt hätte, hat sie sich die Unterstützung der großen Gewerkschaftsorganisationen der Landwirtschaft, des Arbeiterschutzes und der Arbeiter verdient.

Die Confédération Générale des Travailleurs (C.G.T.), die einige Tage zuvor eine Entschließung angenommen hatte, nach der das lebenswichtige Lohnminimum ungefähr mit 1.850 Fr zu bewerten sei, verlangte in jedem Fall, daß der Grundlohn nicht unter 1.000 Fr liegen dürfe.

Die C.F.T.C. die ihren begründeten Standpunkt einer geordneten Zuerkennung für alle Arbeiterkategorien nicht aufgegeben hatte, bestand auf einer Preisenkampagne. Mitte Dezember erklärte ihr Zentralbüro, daß keine Anstrengung eine Wiederaufrichtung erlangen könne, wenn nicht die Kaufkraft der Lohnempfänger verteidigt werde.

In seiner Weihnachtsnummer fürchtete sich „Syndicalisme“ nicht zu schreiben: „Man muß die Preise senken.“

Die von christlichen Geist erfüllte Berufsbewegung hatte somit mit Zufriedenheit die ersten Entscheidungen angenommen, die die Regierung zugunsten einer Preisenkampagne unternommen hat. Der am 1. Januar vereinigte Ex-

kultivausschuß der C.F.T.C. hat festgestellt, daß diese Maßnahmen die einzige ernsthafte Anstrengung vorstellten, die in diesem Sinne seit der Befreiung unternommen worden ist. Doch hat sie gefordert: Vertiefung einer Teuerungsskala, die auf der Grundlage der Lebenshaltungskosten für die am wenigsten begünstigten Arbeiter festzusetzen sei; Erhöhung der Höhe der Familienzulagen; Unterdrückung der Lohnsteuer für Löhne unter 190.000 Frank.

Diese Vorschläge der C.F.T.C. die nach Grundsätzen geformt sind, die eine bessere und gleichmäßigere Verteilung der Rohstoffe, Lebensmittel, der Fabrikwaren zu erreichen beabsichtigen, entsprechen dem Regierungsentwurf und fügen ihm nützliche Ergänzungen und Präzisierungen hinzu.

Die Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) hat methodische Untersuchungen über das Budget der Arbeiterschaft durchgeführt, die hat die Ergebnisse am 28. Dezember dem Ministerpräsidenten Blum überreicht. Die erhaltenen Ergebnisse haben gezeigt, daß von normalen Leben

Die Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) hat methodische Untersuchungen über das Budget der Arbeiterschaft durchgeführt, die hat die Ergebnisse am 28. Dezember dem Ministerpräsidenten Blum überreicht. Die erhaltenen Ergebnisse haben gezeigt, daß von normalen Leben

Die Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) hat methodische Untersuchungen über das Budget der Arbeiterschaft durchgeführt, die hat die Ergebnisse am 28. Dezember dem Ministerpräsidenten Blum überreicht. Die erhaltenen Ergebnisse haben gezeigt, daß von normalen Leben

Die Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) hat methodische Untersuchungen über das Budget der Arbeiterschaft durchgeführt, die hat die Ergebnisse am 28. Dezember dem Ministerpräsidenten Blum überreicht. Die erhaltenen Ergebnisse haben gezeigt, daß von normalen Leben

Die Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) hat methodische Untersuchungen über das Budget der Arbeiterschaft durchgeführt, die hat die Ergebnisse am 28. Dezember dem Ministerpräsidenten Blum überreicht. Die erhaltenen Ergebnisse haben gezeigt, daß von normalen Leben

AVIS

FEDERATION NATIONALE
DES FILS DE TURE
POUR LA FRANCE

La Fédération des Fils de Ture fait appel à tous les officiers, sous-officiers, capitaines et à tous les militaires de la zone d'occupation, dont le père est mort pour la France afin qu'ils se groupent au sein de sa section en Allemagne, la section « Maréchal ».

Les veuves de guerre, mères de famille, et les filles de tous sont également invitées à se faire connaître à la secrétaire de la section:

Mlle MORICHAU, C.M.P.F. Carlsruhe, L.P. 36-443, S.F.M. 807.

■ DIJON. — Le tribunal militaire de la Vème région a condamné à vingt ans de travaux forcés, à la dégradation nationale et à la confiscation de ses biens, André Baylet ancien chef département de la milice à Reims.

■ LA HAYE. — L'union des transports aériens d'Etat a décidé d'appuyer la grève des dockers au Havre.

■ LONDRES. — Des entretiens entre les représentants belges et britanniques pour l'établissement d'un accord commercial militaire ont commencé à Londres.

■ MOSCOU. — Les négociations franco-soviétiques entre la Russie et la Roumanie commencent la semaine prochaine à Moscou.

■ ROME. — La délégué italienne pour l'intégration a commencé ses négociations, il y a quelques jours, avec le ministre des Affaires étrangères d'Italie, au Van de l'avenue de travailleurs italiens en Argentine.

■ PARIS. — M. Paul Bédaride, sous-secrétaire à l'Armement, a présidé la séance d'inauguration du comité scientifique des sondes.

■ PARIS. — Une convention franco-belge sur la nationalité de la femme mariée, destinée à régler les conflits de nationalité pouvant résulter des diverg

...et à l'étranger

Argentine

VERS UNE DISSOLUTION DU PARTI COMMUNISTE

RIO DE JANEIRO. — M. Netto, ministre de la justice brésilien, a fait une déclaration selon laquelle le parti communiste serait dissout d'après la nouvelle constitution.

Cette déclaration, accompagnée d'un violent réquisitoire du ministre contre le communisme en Brésil « résultat d'influences étrangères », confisquerait les rapports selon lesquels le gouvernement ordonnerait la dissolution de ce parti avant les élections prévues pour le 19 janvier.

On pense que cette décision excluant les communistes des élections sera approuvée par les militaires et le clergé.

Chine

LES TROUPES COMMUNISTES ONT OCCUPÉ SIX VILLES

MANCHIN. — Un communiqué du commandement communiste annonce que les forces gouvernementales ont eu 7.000 tués en cours d'une bataille qui fut lue du 2 au 4 janvier, dans le secteur de Lin.

Les troupes communistes ont fait 20.000 prisonniers.

Le communiqué ajoute que les troupes communistes ont occupé six villes sur la voie ferrée de Lougouai ainsi qu'une large bande de terrain à la frontière des provinces du Chentsong et du Kiangsou.

Etats-Unis

LA BANQUE INTERNATIONALE N'A PAS COMMENCÉ SES OPERATIONS

WASHINGTON. — On estime généralement, dans les milieux financiers américains, la nouvelle action de la banque internationale sera le point d'entrée des obligations sur le marché américain, pour consentir à la France un prêt de 500 millions de dollars.

En effet, le comité directeur de la banque, qui étudie cette question, ne pourra prendre de décision si ce n'est avant la nomination de directeur permanent qui doit remplacer M. Eugène Meyer.

Espagne

LE GENERAL ARANDA EST EXILE AUX BALEARES

MADRID. — Le général Aranda, ancien délégué d'Orlando, a été forcé à quitter la présidence pour aller se réfugier aux Baléares.

Cet exil est dû aux récentes activités monarchistes du général.

Une quarantaine de personnalités monarchistes dans un livre les noms, avaient été également expatriés.

UN PROJET D'AMNISTIE EN FAVEUR DES CHEFS REPUBLICAINS

MADRID. — Le ministre de la Guerre a remis au général Franco, une liste d'anciens chefs militaires républicains susceptibles de bénéficier d'une amnistie.

Parmi ceux-ci figurent l'ancien gouverneur de Madrid, devenu chef de la Junta de défense républicaine et résidant actuellement à Londres.

LA DEPOUILLER DE MANUEL DE FALLA EST ARRIVÉE A CADIX

MADRID. — La dépouille du grand compositeur Manuel de Falla, a été dénichée à Cadix, sa ville natale.

Par les rues où battaient de nombreux drapeaux espagnols en bannière, cravates de crêpe, le cortège, conduit par M. Fernandez Garcia, ministre de la Justice, représentant du Caudillo, a été rendu à la cathédrale de Cadix, au service religieux y a été célébré.

La messe de requiem de Thomas Victoria a été chantée à cette occasion, pour la première fois au monde sur l'autorisation expresse du Pape, qui avait décerné au grand compositeur défunt le titre de « fils de l'église ».

Après le procès de Belgrade

BELGRADE. — Une série d'articles sera présentée au gouvernement yougoslave au sujet du procès de Milica Trifunovitch. On sait, en effet, qu'un cours de ce procès, M. Harold Shanks, conseiller d'ambassade américain, M. Bonvicini, attaché naval adjoint et M. Erik Friessell, conseiller commercial, avaient été accusés d'être les instigateurs des actes d'espionnage reprochés aux accusés.

LE PAVILLON FRANÇAIS SUR DES « LIBERTY » A SAN FRANCISCO

SAN FRANCISCO. — Le pavillon français a été hissé sur cinq des dix-huit navires du type « Liberty » qui attendent leur transfert officiel à la France suivant les accords négociés par M. Blum à Washington. Ces cinq navires partiront pour la France d'ici deux jours en emportant des milliers de passagers.

Avant les élections polonaises

UNE NOUVELLE NOTE DE WASHINGTON A VARSOVIE

VARSOVIE. — Une nouvelle fois, le gouvernement des Etats-Unis est intervenu auprès de Varsovie au sujet des conditions dans lesquelles se déroulent les opérations électorales, conditions, selon lui, contraires aux décisions de Potsdam.

L'ambassadeur américain, dans la capitale polonaise, M. Arthur Lane, a remis à M. Modzelewski, vice-ministre des Affaires étrangères, une note demandant que cesse enfin la répression qui augmente chaque jour à l'approche de la date du scrutin et « constitue une entorse au caractère symbolique des traités internationaux formant la base de l'établissement et du maintien de la paix mondiale ».

De Moscou, on déclare à ce sujet que les irrégularités préélectorales en Pologne sont imputables aux seuls « terroristes de droite ».

Grande-Bretagne

LA SUPPRESSION DE L'UN.R.E.A.

LONDRES. — Le sous-secrétaire général de l'UN.R.E.A., a déclaré que la décision du gouvernement, qui ne lui permet pas de dissoudre cet organisme, constituait une erreur grave.

Selon lui, des millions d'êtres humains dépendent de la lumière, base de la constitution des secours distribués par l'UN.R.E.A. jusqu'à la période des nouvelles récoltes.

Roumanie

PANINE EN MOLDAVIE

BUCAREST. — Des nouvelles de plus en plus alarmantes sur la situation alimentaire en Moldavie parviennent dans la capitale roumaine.

La situation serait particulièrement tragique à Jazy où un certain nombre d'habitants seraient morts de faim.

Les autorités gouvernementales multiplient leurs efforts pour ravitailler ces régions en proie à la famine et au froid.

L'ENTENTE DU PROCHE-ORIENT ?

ABDALLAH DE TRANSJORDANIE ET M. ISMET INONU se félicitent du rapprochement de leurs pays

ANKARA. — La visite du roi Abdallah de Transjordanie a été marquée jeudi par un banquet offert en son honneur par M. Ismet Inonu, président de la République.

Ce dernier a prononcé à cette occasion le discours de rigueur et en a profité pour révéler le sens que comporte, aux yeux de la Turquie, la visite du souverain de Transjordanie : « Elle n'est pas seulement une preuve de l'amitié de nos deux pays, a-t-il dit, mais elle signifie le resserrement des liens entre les pays voisins, en particulier l'Irak et le Liban, dans l'esprit des Nations Unies ».

Le roi Abdallah a répondu en remerciant M. Ismet Inonu et en s'abandonnant dans son sens.

Ainsi se confirment les efforts de la Turquie en vue de constituer, à l'inspiration de la Grande-Bretagne, une « entente » du Proche-Orient, efforts accueillis avec une certaine réserve dans les milieux arabes ; l'Irak et l'Egypte admettent difficilement que la Turquie puisse regretter le retrait des troupes britanniques de leurs territoires ; la Syrie n'apprecie guère les revendications turques sur le Sandjak d'Alexandrette.

Certain journal syrien qualifie même ces menées de « complot impérialiste » et s'élève contre la création éventuelle de la « soldisant Grande Syrie ».

Le Conseil consultatif réclame l'indépendance du Soudan

KHARTOUM. — Le Conseil consultatif du Soudan du nord a décidé à la majorité de demander au gouvernement général Sir Hubert Ingham d'agir en vue de la constitution rapide d'un gouvernement soudanais. Le conseil s'est déclaré prêt à appuyer tous les efforts qui pourraient être faits en faveur de l'indépendance du Soudan. Cette décision a été provoquée par le désir de deux membres du Conseil d'adopter une résolution favorable à l'Egypte.

L'évolution de la crise Indochinoise Le général Leclerc regagne Paris

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
SAIGON. — Le général Leclerc, accompagné du colonel Vésinat, du lieutenant-colonel Mirabeau, du capitaine Frenaud et du lieutenant de Valence, a quitté Saigon pour Paris, où il arrivera le 13 janvier.

M. MARIUS MOUTET A PONDICHERY
MADRAS. — M. Marius Moutet est arrivé à Madras venant de Calcutta. Il a été accueilli par M. Baron, gouverneur de l'Inde française, qui l'a accompagné à Pondichéry.

LES GRANDS BLESSÉS D'INDOCHINE RAPATRIES PAR AVION
LE CAIRE. — Les premiers grands blessés évacués d'Indochine par voie aérienne sont arrivés au Caire le 2.

Pour leur éviter la fatigue excessive due à la longueur du voyage, l'avion séjournera 48 heures dans la capitale égyptienne.

Les blessés soignés à l'hôpital français ont fait preuve d'un excellent moral. Ils ont affirmé que 500 de leurs camarades étaient en instance de rapatriement par avion.



Le général Leclerc, accompagné de son état-major, est arrivé à Paris le 13 janvier.

La Grande-Bretagne n'accordera pas L'AMNISTIE AU GRAND MUPHTI

LONDRES. — Le Foreign Office a confirmé qu'il avait reçu de la Ligue arabe un mémorandum demandant que le Grand Muphti de Jérusalem, actuellement exilé en Egypte après son éviction de France, puisse retourner en Palestine.

Ainsi si l'Israël, qui doit son titre de Grand Muphti aux Britanniques, a été, rappelle-t-on l'investiture de plusieurs révoltes arabes en Palestine, il lui pendant le dernier conflit l'abbé et le confesseur d'Israël et il est considéré comme criminel de guerre.

Le Foreign Office a annoncé que le gouvernement britannique ne tendra pas compte de la requête de la Ligue arabe en vue et répondra par la négative.

On se souvient que ce Grand-Bre-

SOUS LE SIGNE DE LA DISCORDE

Le congrès socialiste italien S'EST OUVERT A ROME

ROME. — Le vingt-cinquième congrès socialiste italien s'est ouvert jeudi à l'université de Rome aux acclamations de l'Internationale, de la Marcellaise et de l'hymne des travailleurs. Les délégués socialistes ont du chanter avec peu de conviction ces hymnes qui exaltaient l'unité et la concorde, car rarement congrès de parti n'a débuté sous d'aussi mauvais augures.

De nombreuses abstentions ont en effet été enregistrées à l'ouverture de la séance inaugurale et bien des sièges resteront inoccupés pendant tout le déroulement des travaux.

Deux tendances dissidentes au sein du parti : l'« Initiative socialiste » et la « Critica Sociale » ont décidé de se désolidariser des partisans de M. Nenni, favorables à un rapprochement avec les communistes.

La première séance, mercredi dernier, de refus de siéger au congrès, tandis que la seconde se prononçait pour la participation mais en se promettant d'y faire du bruit. M. Saragat, président de la Constituante et membre du comité directeur du parti, qui avait donné son adhésion à la « Critica Sociale » s'est cependant abstenue de participer aux travaux du congrès.

Après une première séance anodine occupée par des discours des délégués étrangers, la bataille a été engagée jeudi après-midi par M. Matteo Mattioli (Critica Sociale) qui dans un violent discours fréquemment interrompu a vivement critiqué la tendance fascisante représentée par le ministre des Affaires étrangères, et demandé l'invalidation des mandats de délégués présents au congrès.

M. Pietro Nenni lui a succédé à la tribune.

Défendant la thèse contraire, il a reproché à M. Saragat d'avoir mis le parti en danger en agitant le spectre du communisme et il s'est efforcé de justifier la conclusion d'un pacte d'unité d'action avec les communistes.

Abordant la position du socialisme italien sur le plan international, il a rejeté la formule du choix nécessaire entre l'est et l'ouest, considérant qu'il convient au con-

traire de réaliser la synthèse de l'Orient et de l'Occident.

En ce qui concerne la politique extérieure du parti, M. Nenni a répudié toute forme d'alliance. Parlant ensuite de traité de paix, il a notamment déclaré : « Les clauses économiques sont dures. Il est pénible de renoncer à notre souveraineté sur nos colonies, mais nous résisterons ».

L'orateur a cependant affirmé que l'Italie ne reconnaîtra jamais à l'extérieur de ce traité et qu'elle insistera pour que reste ouverte la procédure de révision. Il conclut en formulant l'espoir que l'Italie parviendra à s'entendre avec la France et la Yougoslavie.

Le discours de M. Nenni a duré plus de deux heures. Il a été salué par de vifs applaudissements.

Buérillas grecques

On mande d'Athènes :

Une activité accrue de « guérilleros » est signalée par le troisième corps d'armée grecque qui opère sur le frontiers yougoslave.

Quatre officiers, 16 soldats et 30 hommes blessés, au cours de la bataille acharnée qui a duré deux jours pour la possession du village de Thracie nommé Nirkaki. La position a été finalement élevée par l'armée régulière.

A quelques kilomètres de Salonique, les rebelles ont arrêté un train, obligé le mécanicien à conduire le convoi en un point isolé à 30 km de là ; puis ils ont détaché les voyageurs de leur argent et détourné la locomotive.

D'autres bandes ont fait sauter un pont en Thessalie. Les communications dans cette région seront interrompues pendant une quinzaine de jours.

La France et les pétroles DU MOYEN-ORIENT

WASHINGTON. — On continue à Washington que l'ambassadeur de France, M. Henri Bonnet, a fait le 4 janvier après M. Clayton, secrétaire d'Etat adjoint, une démarche et rapportant à la question des pétroles du Moyen-Orient.

La France va-t-elle être évincée, par une sorte de monopole de fait américain, de toute perspective de exploitation future de gisements pétroliers au Moyen-Orient ? Telle est en effet la question qui se pose après la récente dénonciation, par les compagnies américaines, du « Group agreement » franco-anglo-américain de 1928.

Cette dénonciation, faite en décembre dernier, tandis que se négociait l'accord anglo-américain sur les pétroles d'Irak, avait déjà soulevé des réactions en faveur de la compagnie française des pétroles. Celle-ci se complait maintenant de la démarche effectuée par M. Bonnet et aussi, dans le même temps, par M. Massigli, à Londres.

L'accord, dit « Group agreement », n'était pas seulement un effet en simple contrat privé entre compagnies pétrolières, il reposait aussi sur des accords gouvernementaux. Coécis à la demande et sous l'égide des trois gouvernements, il intéressait à chacun des participants d'acquiescer, au lieu de la terreur de l'ancien empire ottoman, accès nécessaire pétroliers sans y faire participer les autres associés.

Les Américains justifient leur action en affirmant que la mise sous-épreuve des liens français par la Grande-Bretagne au lendemain de l'armistice de 1940 entraîna automatiquement la réduction de l'accord.

Les tribunaux anglais de la juridic-

tion des pétroles dépendant l'Irak Petroleum « sont saisis de la plainte de la compagnie française des pétroles et disent ce que veut juridiquement l'argument américain ».

Mais cette affaire est aussi une affaire entre gouvernements : les gouvernements anglais et américains, saisis de l'affaire par la voie diplomatique, ont effectivement les arguments du gouvernement français.

Le Conseil de sécurité a adopté la résolution relative au désarmement

LAKE-SUCCESS. — Le Conseil de sécurité a adopté jeudi la résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U. relative au contrôle et à la réduction des armements.

Cette décision prise pratiquement sans débat était unanimement attendue.

UNE LETTRE DE LA GRECE

Le Conseil, qui doit ensuite examiner le nouveau statut de Trieste, a été par ailleurs saisi d'une lettre du gouvernement grec protestant contre le survol de son territoire par des avions de nationalité étrangère, qui ravitaillent les « rebelles ».

La Grèce demanda au Conseil de faire part de cet état de fait à la commission d'enquête qui se réunira à Athènes le 30 janvier.

PETITION POPULAIRE POUR LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

LONDRES. — Plus de 1.200 personnes ont signé une pétition adressée au roi et demandant la démission de l'actuel gouvernement travailliste.

Son promoteur, le conseiller Meakin, de Preston, qui affirme avoir reçu des quantités invraisemblables de lettres de personnes prêtes à l'appuyer, espère que cette pétition sera en accord avec le moyen de censure présenté par le leader de l'opposition, Winston Churchill, le 23 janvier.

La pétition demande au roi de solliciter la démission du gouvernement afin qu'un périblème puisse se faire sur sa politique. Déjà, en 1955, des citoyens mécontents avaient suivi la même procédure.

' Das Ausland schreibt:

SCHWEIZ

DER WIRTSCHAFTLICHE ANSCHLUSS DER SAAR

Réed Payot viderait sa main à l'Internationalen Lage des neuen Vorkommens der russischen Politik. Nachdem er erklärt hat, daß der wirtschaftliche Geteil der Russen seinen, viel mehr zwingenden Notwendigkeiten entsprechen als einer Meinungsänderung, kommt der Schweizer Journalist auf die Saargebiet zu sprechen.

« Die Russen suchen ein Maximum an Reparationen, und wenn sie zur wirtschaftlichen Lösung der Saar, die Frankreich im Besitz ist, zu verwickeln, bzw. diese machen, so ist das gerade deshalb weil die Richtung, keine Pönologie zu erhalten ».

Jedem die französische Regierung zwischen der Saar und dem über den Deutschland eine Zollzone einrichten, hat sie ausserdem die Ansprüche, die sie geltend macht und die Byrnes und Bevin grundsätzlich angenommen haben, vor sich zu stellen. Es scheint ausser Zweifel, daß die Saar von Deutschland getrennt wird, und daß sie in einer Form, die noch zu bestimmen sein wird, Teil der französischen Union sein wird ».

ES HANDELT SICH NICHT UM EINEN POLITISCHEN ANSCHLUSS

« Es handelt sich nicht um eine politische Annexion in dem Sinn, daß die Saarländer die ihr deutschen Souveränität entgegen, werden, nicht gewonnen werden, Bürger der IV Republik zu sein. Dieses Gebiet, das durch die Hinrichtung landwirtschaftlicher Besitz abgetrennt worden ist, und wo Arbeiter wohnen, die in dem Graben arbeiten, wird insofern der Bestandteil des französischen Wirtschaftssystems sein ».

Durch den Frieden von Versailles hatte Frankreich schon den Besitz der Gruben erhalten, aber die Verwaltung war deutsch geblieben, während sie diesmal unter der Kontrolle von Paris lokal sein wird. Es ist offensichtlich, daß die Saar wirtschaftlich nach Westen orientiert ist. Sie erhält ihre Lebensmittel aus Lothringen und dem Elsaß und die Kohlen gingen in die lothringischen Fabriken ».

FRANZÖSISCHE HILFE

« Seit der Besetzung im Juli 1945 hat die französische Regierung große Anstrengungen gemacht, um das Gebiet zu heben. Sie hat die Erleichterung zu verbessern, daß die Grubenarbeiter bereits täglich 3000 Kalorien und die übrigen Einwohner 1500 erhalten ».

Unter diesen Bedingungen ist es nicht ermutlich, daß die Kohlenförderung einen erheblichen Auftrieb genommen hat. Sie erreicht monatlich 30 000 Tonnen. 1/4 der Friedensproduktion. Aber diese Kohle wird durch einen internationalen Pool verteilt, und Frankreich erhält nur einen Teil. Am Tag wo man zur vollen Förderung zurückkehrt, würde es ein und die Einschränkungen fallen, wird es 14 Millionen Tonnen jährlich erhalten. Zählt man diese Produktion zur internationalen Kohle, so wird Frankreich, eine Einheit von 10 Millionen Tonnen gegenüber einer seine Bedürfnisse zu decken. Man erkennt das beträchtliche Interesse, das an diesem Gebiet gebunden ist ».

DER MEINUNG DER SAARLÄNDER

« Man kann sie fragen, was die 900 000 Saarländer von diesem Absichten denken ».

Gegenwärtig sind sie mit ihrer Lage nicht unzufrieden, denn sie ist unvergleichlich besser, als die ihrer Landsleute in den besetzten Zonen. Sie sind darum einer Wirtschaftlichen mit Frankreich nicht feindselig gegenüber, und wir glauben, würde eine Abstimmung stattfinden, daß diese Union unter der Bedingung, daß eine gewisse Autonomie gewährt wird, von einer gegenseitig starken Mehrheit anerkannt würde. In dem Fall, daß die Saarländer zwischen Deutschland und Frankreich zu wählen hätten, würden sie für das Land stimmen, wo es ihnen am besten gehen würde ».

Es ist ein Abgrund zwischen dem Deutschland von nach 1918 einem Intakten und organisiereten Staat, und dem gegenwärtigen verfallenen und ruinieren Deutschland, das Zeit notwendig hat, um eine gewisse politische Beständigkeit wiederzufinden ».

DER DEUTSCHE AUFRICHTUNG

« Mit Interesse bemerkt man, daß die Parteien, die wieder auferstanden sind, bereits eine nationale Propaganda beginnen ».

Es ist diese Perspektive, die den Alldeutschen nicht entgegen darf und die vielleicht dem beitragen mag, ihre Verständigung während der wichtigsten Diskussionen, die sich im Frühjahr entwickeln werden, zu erleichtern ».

DER VATIKAN

M EHR denn je steht der Vatikan und die Politik der Kurie die allgemeine Aufmerksamkeit auf sich. Klein zwar dem Gebietsumfang nach, ist die Vatikanstadt doch das Zentrum einer geistigen Großmacht, und ihre Politik wird von dieser letzteren Tatsache bestimmt, kennt keine Kompromisse, sondern ist immer für die Ewigkeit gedacht. Es wird dem Urteil der Geschichte vorbehalten sein, sich darüber zu äußern, ob die vatikanische Politik in absteigender Linie geht, wie manche Beobachter behaupten, oder ob wir einer katholischen Renaissance entgegenstreben, wie andere meinen. Blickt man auf die vergangenen Kriegsjahre zurück, so wird man sich erinnern, daß die Neutralität, die die kirchliche Politik zu verfolgen hatte, von allem Anfang der Weltkatastrophe an die Stärkung der Stellung der Kirche erkennen ließ. Man würde fehlgehen, wollte man die Nachkriegsjahre des Heiligen Stuhls als leicht bezeichnen. Er steht zwischen Siegern und Besiegten und hat seinen Schutz beiden Seiten wirksam angedeihen zu lassen.

Wie könnte es anders sein, als daß das Staatssekretariat mit größter Aufmerksamkeit den Streit der Ideologien verfolgt. Selbst vor nun ganz nebenbei die Politik der Kirche beobachtet, kann sich nicht verhindern, daß die sich entgegenstehenden Gedankenwelten in der Vatikanpolitik ihre Auswirkungen finden werden.

Gegenwärtig tobt in Italien ein selten heftiger antikerischer Feldzug, der von dem Blatt „Don Basilio“ angeführt wird. Diese Wochenchrift erreicht eine Auflage, die von der Million nicht weit entfernt sein dürfte. Wir glauben sagen zu sollen, daß dieser hemmungslose Antikerikalismus nicht nur die gegenwärtige Lage Italiens illustriert, sondern in seiner Bedeutung über die Grenzen des Landes hinausreicht, hat er doch seine Verbindungen in der Presse aller jener Länder, wo der Ideologiekampf tobt. Wenn auch der Papst auf dem Petersplatz unläufig einen Gottesdienst abhielt, der der Abwehr des Antikerikalismus galt, so ist doch im ganzen seine vorläufige Zurückhaltung zu bemerken, und wir sind noch nicht an dem Punkt angelangt, wo er einen neuen Kirchenfönd Nr. 1 bezeichnen würde, wie seinerzeit von ihm Hilfer und der Nationalsozialismus genannt wurden waren. Diese Vorsicht, die eine eigene Entscheidung keineswegs ausschließt, ist von diplomatischer Wichtigkeit. Man darf in diesem Zusammenhang nicht übersehen, daß der amerikanische Katholizismus in ständigem Wachstum ist.

Wir rechnen infolgedessen einer Modernisierung des katholischen Kirche und ihrer Politik bei, die in einer so konservativen Institution besonders interessant. Zwar reichen die Modernisierungsabsichten bereits weiter zurück, doch werden sie unter dem Einfluß Amerikas, der sich überall in Europa auswirkt, einen verstärkten Impuls erfahren. Die Verwendung des Rundfunks und der Filmkunst sind für die Kirche nichts Neues mehr. Die Jesuiten, die stets den Sinn für das Neue in der Zeit besitzen, sprechen zu den Gläubigen nicht nur von der Kanzel, sondern auch von der Bühne und auf den Sportplätzen. Man hört sogar, daß die Reformen des überlieferten Priesterrocks geprüft werde.

Wer in diesen letzten Jahren

Gegenwartig tobt in Italien ein selten heftiger antikerischer Feldzug, der von dem Blatt „Don Basilio“ angeführt wird. Diese Wochenchrift erreicht eine Auflage, die von der Million nicht weit entfernt sein dürfte. Wir glauben sagen zu sollen, daß dieser hemmungslose Antikerikalismus nicht nur die gegenwärtige Lage Italiens illustriert, sondern in seiner Bedeutung über die Grenzen des Landes hinausreicht, hat er doch seine Verbindungen in der Presse aller jener Länder, wo der Ideologiekampf tobt. Wenn auch der Papst auf dem Petersplatz unläufig einen Gottesdienst abhielt, der der Abwehr des Antikerikalismus galt, so ist doch im ganzen seine vorläufige Zurückhaltung zu bemerken, und wir sind noch nicht an dem Punkt angelangt, wo er einen neuen Kirchenfönd Nr. 1 bezeichnen würde, wie seinerzeit von ihm Hilfer und der Nationalsozialismus genannt wurden waren. Diese Vorsicht, die eine eigene Entscheidung keineswegs ausschließt, ist von diplomatischer Wichtigkeit. Man darf in diesem Zusammenhang nicht übersehen, daß der amerikanische Katholizismus in ständigem Wachstum ist.

Es gibt sich dabei der sozialpolitischen Notwendigkeiten bei dem Neuaufbau unserer Gesellschaft durchaus Rechnung. Lehnt er auch den Marxismus ab, so sucht er doch mit seinen Vertretern nicht ohne Verbindung zu sein. Sie bietet ihm die sichere Gewähr, sich marxistische, in soz. extremistische Elemente vielleicht assimilieren zu können, bei denen katholische Herkunft, Umwelt oder Neigungen nicht immer zu vermeiden sind. Man weiß ja, wie revolutionär fortschrittlich häufig das soziale Programm der christlich-demokratischen Parteien in den verschiedensten Ländern ist, und man wird sich auch der sehr weitgehenden Tendenzen dieser Art der christlich-sozialen Partei aus dem vorfachistischen Italien zu erinnern haben.

Es wäre verfrüht, heute bereits abschließende Feststellungen zu machen, oder sich zu Voraussetzungen verleiten zu lassen. Aber man müßte sich eine Unterlassung vorbehalten, wollte man nicht diese Tendenzen mit größter Aufmerksamkeit verfolgen, die über kurz oder lang bereits beginnen mögen, sich zu verwirklichen und an Wichtigkeit zu gewinnen. Man wird klarer sehen, wenn erst einmal der neue Staatssekretär ernannt sein wird. Außerordentlich befinden wir uns im Zustand des Provisoriums. Die Leitung der vatikanischen Diplomatie wird gegenwärtig von Monsignore Montini betreut und unterliegt dem direkten Einfluß des Papstes. Von Zeit zu Zeit erfährt die Welt, die Neubesetzung des Staatssekretariats stünde unmittelbar bevor, und jedesmal kehrt der Name des amerikanischen Kardinals, Monsignore Spellman, wieder. Das mag ein Versuchsausschlag sein. Die Tatsache, daß solche Unterstreifungen jedoch die Bedeutung des amerikanischen Katholizismus, der, wie auch immer Staatssekretär wird, einen unerreichten Einfluß auf Leben und Politik der katholischen Kirche ausüben bestimmt ist, Einzelwörter jedoch halten wir noch bei der vatikanischen Neutralität, und es bleibt uns nur, sie in ihren einzelnen Bewegungen zu verfolgen. A. D.

Wer in diesen letzten Jahren

Sowjetische Kirchenpolitik

Trots aller Zweifel, die immer wieder zu hören sind, kann heute nicht mehr bestritten werden, daß die russisch-orthodoxe Kirche von der Sowjetregierung in ihre Rechte wieder eingesetzt worden ist und seit 1943 die volle Unterstützung der Sowjetstaaten genießt. Authentische Belege besagen, daß das Verhältnis zwischen Regierung und Kirche in der Sowjetunion paper ausgezeichnet ist. Bei der feierlichen Intronisation des neuen Patriarchen Alexi im Januar 1945 übermittelte Georgi Karpov der Kirche den Dank und die hohe Anerkennung der Sowjetregierung für die Loyalität und die Opfer, die im Verlauf des Krieges von kirchlichen Seite gebracht worden seien. Bei der gleichen Feier, an der Würdenträger anderer orthodoxer Kirchen teilnahmen, dankte der neue Patriarch der Sowjetregierung für die gewährte Unterstützung und entbot dem „großen Führer Marschall Stalin“ herzlich seinen Segen.

Es wäre unrichtig, in diesem Zusammenhang von einer grundsätzlichen Wandlung der sowjetischen Doktrin zu sprechen. Denn mindestens dem Buchstaben nach war die religiöse Beteiligung auch schon vor 1943 den Sowjetbürgern beigegeben. In der sowjetischen Verfassung, die am 6. Dezember 1936 in Kraft getreten ist und erstmalig die Rechte des sowjetischen Staatsbürgers festlegt, heißt es im Kapitel 19 wörtlich: „Allen Bürgern wird die Freiheit der Ausübung religiöser Kulte und die Freiheit antireligiöser Propaganda zuerkannt.“ Tatsächlich hatte die russische Kirche, im ganzen gesehen, nie aufgehört zu bestehen, wenn sie auch unter der Wucht der antireligiösen Propaganda nur in beschränkter Maße in Erscheinung treten konnte. Das Jahr 1943 kann also nur insofern als Wendepunkt angesehen werden, als in diesem Kriegsjahr die Sowjetregierung von sich aus das Patriarchat wieder einsetzte und die staatliche Funktion der Kirche offiziell anerkannte. Es handelt sich nicht eigentlich um die Wiederherstellung der Kirche, die theoretisch und praktisch nie ganz beseitigt war, sondern gewissermaßen um den Abschluß eines Konkordats.

Interessant ist bei diesem Vorgang daß ihm das Wiederentstehen des patriarchalen Bewußtseins, einer Nebenbestimmung der sowjetischen Kriegspolitik, zeitlich sehr bald folgte. So konnte im gleichen Maße, in dem die Sowjetregierung die Verbindung mit den von ihr beherrschten slavischen Völkern aufnahm, die russische Kirche die Beziehungen zu den südlichen orthodoxen Nationalitäten wiederherstellen und auf Grund des durch das Kriegsjahr verstärkten Prestiges der Sowjetunion mehr und mehr intensivieren. Als im März 1945 Patriarch Alexi eine Reise nach Palästina unternahm und im großen Ormel eine Postvisitation im Heil. Grabkirche in Jerusalem abhielt, assistierten Patriarchen und Bischöfe aller orthodoxen Kirchen des Ostens. Im Oktober des gleichen Jahres entsandte Alexi den Metropoliten von Jugoslawien als Vertreter der russisch-orthodoxen Kirche in die Vereinigten Staaten, mit dem Auftrag, die Einigung der russischen Kirchen in Amerika unter der Rechtsprechung des Moskauer Patriarchats zu vollziehen. Gleichzeitig wurde seit Kriegsende die Verbindung des Moskauer Patriarchats zu den orthodoxen Kirchen Rumäniens, Jugoslawiens und Bulgariens sehr verengt. Seltene Kontakte mit Vertretern orthodoxer Kirchen in Beirut, Damaskus, Jerusalem, Antiochia, Alexandria u. a. wurden von Moskau aus hergestellt.

Diese wachsende Aktivität nach außen hin wurde von der Sowjetregierung nicht nur geduldet, sondern — im Sinne der Vereinbarungen von 1943 — auch unterstützt. Stalin selbst hat sich in Botschaften an die georgische und die armenische Kirche zu der Aufnahme enger freundschaftlicher Beziehungen zwischen den christlichen Kirchen dieses Raumes bekannt. Erst kürzlich wurde der georgische Patriarch Arsenius durch Ordenverleihung und das

Gedächtnis eines Autos von der Moskauer Regierung ausgezeichnet. Hingegen wurde die Wiederherstellung guten Einverständnisses auch dadurch wesentlich erleichtert, daß die Rückkehr der russischen Güter, welche ausländische orthodoxen Kirchen in serbischen Kustland besaßen, zugestimmt wurde. Der enge Zusammenschluß aller orthodoxen Kirchen unter der starken Führung des Moskauer Patriarchats zeigt sich ab. Eine Sonderstellung stand zur Zeit wohl nur noch das Patriarchat der griechisch-orthodoxen Kirche in Istanbul ein, das seit 1917 versucht hatte, sich gänzlich zur politischen Haltung Griechenlands an die anglikanische Kirche Englands anzuschließen, die theoretisch mit der russischen Orthodoxie ihre ersten Verbindungen wieder aufgenommen hat. Seine Beziehungen zur Moskauer Kirche sind zwar durchaus korrekt, aber sie haben, da sein Gebiet außerhalb der russischen Sphäre liegt, nicht die Herablichkeit wie die der anderen Kirchen, denen ständige und unmittelbare Kontakte mit dem Moskauer Patriarchat geboten sind. Kontakte, die größtenteils lebhaft gepflegt werden.

Es ist klar, daß der jetzt organisierte Sowjetstaat seiner Kirche eine bedeutendere Machtstellung bieten kann, als es der schwedischen „Macht des Zaren“ möglich war, und daß dadurch Situation und Geltung der seit ihr verbundenen anderen orthodoxen Kirchen verbessert worden sind. Ihre Ausdehnungspolitik hat sich durch die Eingliederung der Westkirchens (Lutherang.) die bisher zu Polen gehörte, und von Karpaten-Rußland, das von Prag abhängt, vergrößert. Der Anschluß vollzog sich für die Bekämpfung wahrscheinlich ohne Gewissenskonflikte. Wenn die nicht-russischen orthodoxen Kirchen die gleiche Energie aufbringen wie das russische Patriarchat und sich mit ähnlicher Unbedingtheit und Ausschließlichkeit als Staatsreligion betätigen, was zu erwarten ist, dann wird in der nun angebrochenen neuen Phase ihrer Geschichte auch mit dem Einfluß der Dynamik sozialrevolutionärer Ideen zu rechnen sein.

Daß die Entwicklung dahin treibt, daß Patriarch Alexi schon kurz nach seiner Intronisation, am 9. Februar 1945, zu erkennen. Das Moskauer Patriarchat fordert für alle orthodoxen Kirchen in ihrem Besitze Ausschließlichkeit gegenüber dem liberalen Standpunkt der Religionsfreiheit, die durch keine politischen Grenzen behindert werden soll.

Auf dem Gebiet der kirchlichen Politik, die im Jahrhundertum denkt, scheint es Kompromisse nicht zu geben. Hier wird der Kampf gewagt angetreten. Wenn in den letzten päpstlichen Enzykliken der „Geist des Universalismus“ betont wurde, so bekämpften die orthodoxen Kirchen diesem gleichen Universalismus, von einer gegenseitigen Meinungs, die in unseren Tagen die Auseinandersetzungen beherrschen und in eine völlig neue Phase getreten sind.

AUSLAND

Frankreich

Eisenbahnglück in Frankreich
PARIS. — Der Panzonzug Bordeaux-Marseille fuhr bei Callesane auf einen entgleisten Güterzug. Die Aufräumungsarbeiten konnten bis jetzt noch nicht aufgenommen werden, weil die Unfallstelle noch immer von gefährlichen Gasen vergiftet ist.

Fünfhig Reisende wurden leicht verletzt. Todesfälle wurden nicht gemeldet. Die Reisenden blieben in die nahe Felder, um den Giftgasen zu entgehen.

Man nimmt an, daß der Güterzug unmittelbar vor dem Unglück auf chlorhaltige Flüssigkeit gefüllte Fässer aufgefahren war.

Sämtliche Truppen haben mit Einsatz gegen Indochina zu rechnen

PARIS. — Das französische Kriegsministerium veröffentlichte einen Befehl, wonach alle in Frankreich stationierten Kampftruppen jeden Tag damit rechnen müssen, daß sie nach Indochina transportiert werden, und dort eingesetzt zu werden.

Dieser Befehl betrifft jedoch nur Soldaten der Jahrgänge 1922 bis 1936, die eine Ausbildungsdauer von sechs Monaten überschritten haben.

Französisch-Indochina

Die militärische Lage

SAIGON. — Im Tagesbericht des Hauptquartiers der französischen Streitkräfte in Indochina heißt es u. a., daß es den französischen Truppen in Hanoi gelungen sei, Verbindung mit den Streitkräften bei Haiphong aufzunehmen.

Französisch-Indien

Marius Moutet in Pondichery

PARIS. — Auf seiner Rückreise von Indochina nach Frankreich traf der französische Kolonialminister Marius Moutet Donnerstag in Pondichery ein. Pondichery bildet mit Chandernagore, Mahé, Karikal und Yanam das Kolonialgebiet von Französisch-Indien.

Minister Moutet erklärte, Französisch-Indien soll ein freier Staat innerhalb der französischen Union werden.

Saudi-Arabien

Der Petroleum-Streit
Französische Protestnote abgewiesen

PARIS. — Der König von Saudi-Arabien, Ibn Saud, hat fernerlich die Konzeption der in Saudi-Arabien bestehenden Erdölvorkommen an 2 amerikanische Gesellschaften übertragen, die „Standard-Oil-Gesellschaft“ von New York und von New Jersey.

Im Jahre 1928 wurde zwischen Frankreich und der lokalen Oel-Gesellschaft ein Abkommen unterzeichnet, nachdem Frankreich an dem Konzessionen ebenfalls beteiligt ist.

Frankreich protestierte nun in London und in Washington und erklärte, daß die anschließliche Übernahme der beiden Konzessionen durch amerikanische Gesellschaften einen Bruch dieses Abkommens darstelle.

Frankreichs Protest wurde Donnerstag von den USA abgewiesen. Das Abkommen von 1928 könne nicht mehr anerkannt werden, da die in der irakischen Oelgesellschaft vertretenen französischen Interessen während des Krieges in die Liste der feindlichen Handelsgesellschaften aufgenommen wurde.

UNO

Generalsekretär der UNO tritt Mittelamerikaner an

NEW YORK. — Trygve Lie wird auf einer dreiwöchigen offiziellen Reise Mittelamerika und den Karibischen Raum besuchen.

Der Generalsekretär wird in den Hauptstädten von Mexiko, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Cuba, Haiti, Puerto Rico und der Dominikanischen Republik erwartet.

Er wird mit maßgebenden Politikern der einzelnen Regierungen Besprechungen über die Arbeit der UNO führen.

Vereinigte Staaten
Abschiedsrede Byrnes'

Cleveland. — Der bisherige amerikanische Außenminister James Francis Byrnes wird am Sonntag eine Abschiedsrede halten. Der New Yorker Rundfunk wird diese Rede um 22 Uhr ostamerikanischer Zeit übertragen (Sonntag morgen um 4 Uhr deutscher Winterzeit).

Die Haltung Amerikas gegenüber Italien

WASHINGTON. — Der italienische Ministerpräsident de Gasperi, der z. Z. eine Besuchreise in den Vereinigten Staaten macht, erklärte Pressevertretern, daß er offiziell die Versicherung erhalten habe, daß sich die freundliche Haltung der USA gegenüber Italien nicht ändern würde.

Die Auflösung der UNRRA

LONDON. — Der zweite Direktor der UNRRA erklärte, daß der Entschluß der Teilnehmer, diese Institution aufzulösen, einen großen Fehler bedeute. Ohne die UNRRA würden mehrere Millionen Menschen dem Hunger preisgegeben.

Kanada

Kanada wünscht Massenemigration von Europäern

QUEBEC. — Der kanadische Landwirtschaftsminister J. C. Gardiner setzte sich in einer Rede für eine umfassende Einwanderung von Millionen Europäern in Kanada ein.

Der Sprecher erklärte: „Es ist für uns von unmittelbarer Wichtigkeit, Millionen mehr Menschen zu besitzen, wie es für Europa von der gleichen Wichtigkeit ist, Millionen abzubauen.“

Es gäbe keinen besseren Weg, fürte er hinzu, herliche Beziehungen mit Europa zu pflegen, als Millionen seiner Bevölkerung in Kanada aufzunehmen.

Japan

Abtransport japanischer Fabriken

TOKIO. — Industrieministerpräsidenten im Stabe des alliierten Oberbefehlshabers in Japan, General McArthur, erklärte, daß der Abtransport japanischer Fabriken für Reparationszwecke innerhalb dreier Monate nach einer endgültigen Festlegung der Reparationspolitik beginnen könne.

Die Lieferung von Arzmitteln, in auch von

Silphocollin-Tabletten
Thyral-Dragees
Ist bis auf weiteres nur in sehr beschränkter Umfang möglich.
Abgabe an Vertriebsstellen nur in den Apotheken
FABRIK PHARM. PREPARATE
CARL BÜHLER, Konstanz

NOUVELLES DE FRANCE
DIREKTION - REDAKTION
ADMINISTRATION - ANZEIGEN
DRUCKEREI
Marktplatz 4 - Konstanz a. B.
Fernsprecher: Konstanz 799
Abonnements in der französischen Zone bei allen Postanstalten
In der brit. u. amerik. Zone nur in Straßenhandel erhältlich.
F. JULIEN
Verwaltungsdirakte

Kleine Anzeigen
Diese soll schönen Eigenheim, großer Garten (Bodensee), bietet älteren kultivierten Herrn bis zu 90 J. Baubest. Aufträge unter M. Hauptwörter Frau Berta Müller, Rheinfelden, Konstanz, Allmannsdorfer Str. 97.

GRANDS ET PETITS... s'habillent chez
ST-REMY STRASBOURG
Rue du 22 Nov
LE SPECIALISTE DU BRAD VETEMENT PRET A PORTER
POUR DAMES - HOMMES ET ENFANTS

« Nouvelles de France » Nummer 2

INHALT
DER VORHERGEHENDEN KAPITEL

Stephen Orick, der große Musiker, war das Opfer eines Eisenbahnglücks gewesen. Seine Frau Rosine litt ihn in die Klinik des Dr. Serral, einer Größe in der Chirurgie, transportieren.

II
DAS AS DER CHIRURGIE
(Fortsetzung)

Dieser Satz war für Rosine ein Balsam voll unendlicher Güte. Sie hatte gefürchtet, dieser Prinz der Wissenschaft könnte verretet sein oder sich weigern, Stephen noch in der Nacht zu sehen! Er war hier! Er wollte gleich kommen! Er! Wie liebte sie ihn, daß er in Paris war und daß er so zern half, wo er doch so gebürt war!

Eine Krankenschwester führte Rosine in eine elegante und stibische Halle. Diese Halle war von einer solchen Weite, daß sie mitten aus einem Erlberg herausgeschritten zu sein schien.
Die ebenfalls nicht weniger ärztliche Krankenschwester erklärte, daß Stephen

ORLACS HÄNDE
VON MAURICE RENARD

In einem Untersuchungsaal untergebracht worden sei. Sie erkundigte sich nach den Bedürfnissen von Frau Orick.
Währenddessen hörte man das erstidete Rollen eines Motors. Im Flur näherten sich rasche Schritte. Und Serral, der Herr der Stunde, erschien vor Rosine.
Er war groß, schlank, sportmäßig, mit dem Tors eines Athleten und dem Gesicht einer solchen reinen und kalten Statue.
Ohne einleitende Höflichkeit, mit ebenso viel Anteilnahme wie Klarheit, fragte er, welcher Art der Unglücksfall sei, stellte zusammengedrängte, kluge Fragen und nannte Rosine vertraulich: „Meine kleine, gnädige Frau.“
Darüber hatte er seine Joppe ausgezogen. Er hatte seine muskulösen Arme entblößt und den ermühten Kitzel angelegt. Von einer anderen Krankenschwester ihm fast wie in einem Gottesdienst hinhält.
Als er hinstieg, schlug eine Glocke fünf Uhr. Es herrschte noch vollkommen

Nacht. Ein Zimmerdiener stellte auf ein Anrichtchen eine halbe Flasche Perny.
Rosine, allem gelassen, trank eine Schale Champagner, da, wie es schien, Serral ihr das vorgeschrieben hatte. Sie ließ sich in den Klubsessel von weißem Samt nieder, der ihr eine fast einschläfernde Gastfreundschaft erwies. Und das Schweigen, das sie umgab, schien ihr fürchterlich.
Was wird man ihr in einigen Augenblicken mitteilen? Irrenden in der Tiefe dieses schneigen Tempels las ein der Priester des Geistes, über offenen Wunden niedergeburt, die Zukunft, wie die Wahrsager des Altertums. In einigen Minuten wird sich diese weiße Tür vor dem Verkünder der kommenden Zeiten, vor dem Herold von Leben oder Tod öffnen...
Ach! Diese Tür! Rosine konnte die Blicke nicht von ihr lösen. Der blöde Torfüßel bildete vor ihr etwas wie einen Raum, der sich bis in die Unendlichkeit

hinein verlor...
Und plötzlich richtete sich auf der Tür selbst, gegen den hellen Grund sich klar abhebend, eine düstere Form hoch. Sie breitete in einer unbegreiflichen und strengen Haltung die Arme aus.
Das Phantom der Katastrophe spukte in ihrer Einsamkeit. Es war da. Es war keine Täuschung, keine Spögehung; sondern ein wirklicher Schatten, von einem flammigen Strich gestützt — kurzum, ein Wesen, das wahrhaftig aus dem Geheimnis entspringt. Nur die Bewegung und das Wort fehlten ihm. Aber welche Bewegung wäre bescheidender gewesen, als diese ungewöhnliche Geste, und welches Wort hätte klarer diesen Willen ausgedrückt: „Halt! Niemand kommt durch!“
Rosine erhob sich rasch. Es war ihr, als ob die Angst Eisbollen an ihre Handballen heftete.
Aber da öffnete sich die Tür; an Stelle des schwarzen Gespenstes kam der weiße Übermensch auf sie zu.

Er schrieb Frau Orick Verwirrung der wohlverständlichen Nervosität des Wartens zu und bemühte sich, ihr das Vertrauen wiedergzugeben.
„Meine kleine gnädige Frau“, sagte er ihr, „noch ist nichts verloren. Welt entfernt. Aber wir haben vielfache Brüch, besonders am rechten Bein, an den Armen, ich schenke Ihnen die technischen Ausdrücke. Wir werden in einigen Minuten eine erste Operation überhören und morgen werden wir eine zweite vornehmen, von der alles abhängen wird.“
„Hat er innere Verletzungen?“ stammelte Rosine.
„Nein, der Bruch des Schädelsknochens ist das einzige, was mich beunruhigt. Ich muß aber innerlich sagen, daß ich gute Hoffnung habe und daß ich den Verdauungen als gerettet ansehe, wenn wir in den nächsten 24 Stunden keinen Bluterguß ins Gehirn haben.“
Der Herold verkündete weder Leben noch Tod, aber er brachte die Hoffnung. Und das genigte, um diesen Pionier des Wissens zu segnen, diesen Voranschauen, diesen Mann des Morgens, der schon heute lebte!
Er fügte hinzu:
„Wünschen Sie, daß man Ihnen hier ein Zimmer vorbereitet?“
(Fortsetzung folgt)

PAR HENRI GERBERT

Jules Verne

RESSUSCITE...

LORSQUE j'étais enfant, l'une de mes grandes joies...

Jules Verne est mort depuis de longues années, et mes enfants à leur tour ont beaucoup dépassé l'âge où je me prenais d'enthousiasme...

Trois quarts de siècle ont passé depuis l'obus interplanétaire, et M. Dacrocq, conseiller technique de la Section française d'Aéronautique...

C'EST en 1947 que le professeur Piccard pense battre le record sous-marin de Beebe...

Piccard et Cozyne forme, en gros, un ballon sous-marin. Le ballon, proprement dit, est un gros caoutchouc rempli d'essence...

Enfin, toujours comme chez le capitaine Nemo, des projecteurs, placés sous le ballon d'essence, entrent en action et illuminent les alentours...

A QUELLE DISTANCE VOYEZ-VOUS EN MER ?

Précisons, quand on a de beaux yeux. Debout sur une plage, à 1 m. 70 environ au-dessus du sol, l'œil humain porte à 4.500 mètres...

MAIS le trait principal de ressemblance avec l'anticipation de Jules Verne consiste dans l'autonomie de la bathysphère Piccard...

L'intérêt scientifique de l'expérience Piccard promet d'être considérable : étude de la pénétration océanique des diverses radiations, de la lumière et du son...

NOTS CROISES

PROBLEME No 221. Grid for crossword puzzle with numbers 1-10.

procès. — 4. Ce qu'il y a de moins souhaitable après la santé : Guides maritimes. — 5. Dana Primrose. — 6. Deux lettres qui voyagent beaucoup...

SPORTS

A BADEN-BADEN

DU 18 AU 19 JANVIER 1947

Jeux interalliés d'escrime

La France, chargée par le Comité Sportif des Forces Armées d'organiser les Jeux Interalliés d'Escrime, a choisi Baden-Baden comme lieu des rencontres.

Basket-Ball

Sainte-Marie de la Guillotière continue

Judi soir à Paris, les champions de France de basket-ball, récemment vainqueurs du tournoi international de Nice, rencontrent pour le challenge Mahr l'équipe russe de l'Ukraine de Genève.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

ROUBAIX ET STRASBOURG EN DIFFICULTE

Après un dimanche d'interruption consacré à la Coupe de France, les clubs professionnels retrouvent, dimanche, avec le championnat, l'habitude de l'importance et qui peut amener quelques changements dans le classement.



nière heure... dernière heure... dernière heure... der

LA JOURNEE A PARIS

Paris, 10 janvier (De notre rédaction parisienne, par téléphone). SECOND jour sans journaux. A l'heure où nous téléphonons, le conflit n'a pas évolué, bien que des conversations aient eu lieu entre les patrons et les ouvriers rotatifs, et que des réunions de chacune des parties soient en cours.

EN INDOCHINE

Les troupes françaises ont repris Son-La

Les troupes françaises se sont embarquées vendredi matin, de la grosse agglomération de Son-La. Dans leur retraite, les vietnamiens ont emmené une centaine de Chinois, dont le chef de la congrégation.

LES FANTAISIES DE LA RADIO VIETNAMIENNE

KUN MING. — Le poste radio-phonique « La Voix du Vietnam » a donné jeudi, dans son émission en langue annamite, le premier commentaire du Vietnam sur le discours de M. Martin Moutet.

Le sort des colonies italiennes

Les habitants de Tripoli ont fait parvenir à la Ligue arabe un appel demandant la constitution d'un comité de la Ligue pour surveiller l'enquête internationale que les grandes puissances ont décidé de mener en Libye, au cours des six prochains mois, afin de décider du sort des anciennes colonies italiennes.

Un incendie détruit le palais ducal de Mantoue

MILAN. — Le palais ducal de Mantoue, édifice historique et artistique datant du XIVème siècle, a été détruit par un incendie. On ignore encore la cause de ce sinistre.

L'accord pétrolier anglo-américain sera évoqué aux Communes

LONDRES. — La protestation de la France au sujet du récent accord pétrolier anglo-américain destitué de vifs échos en Angleterre. On craint savoir que, dès la rentrée parlementaire, fixée au 21 janvier, le gouvernement britannique sera interrogé à ce sujet.

La Pologne repousse les notes américaines sur les élections

VARSOVIE. — Le gouvernement polonais a repoussé les reproches qui lui ont été adressés par le gouvernement des U.S.A. concernant les élections prochaines.

LE COMMUNIQUE DES OPERATIONS

HANOI. — Quelques tirs de l'artillerie vietnamienne ont été effectués sur le quartier de l'Institut Pasteur, de l'hôpital Lannes et de l'immeuble René. Au cours d'une opération, la région avoisinant Gi-lam, entre la route coloniale et le fleuve, a été délogée jusqu'à Thonai.

LE TOURNOI DE LISBONNE

LISBONNE. — La cinquième journée du tournoi international de tennis, qui se déroule actuellement à Lisbonne, a donné les résultats suivants.

EN INDOCHINE

HAIPHONG. — Le poste situé sur la route coloniale a été violemment attaqué. Sur la même route, un autre poste a effectué une sortie, au cours de laquelle 16 réguliers vietnamiens ont été tués.